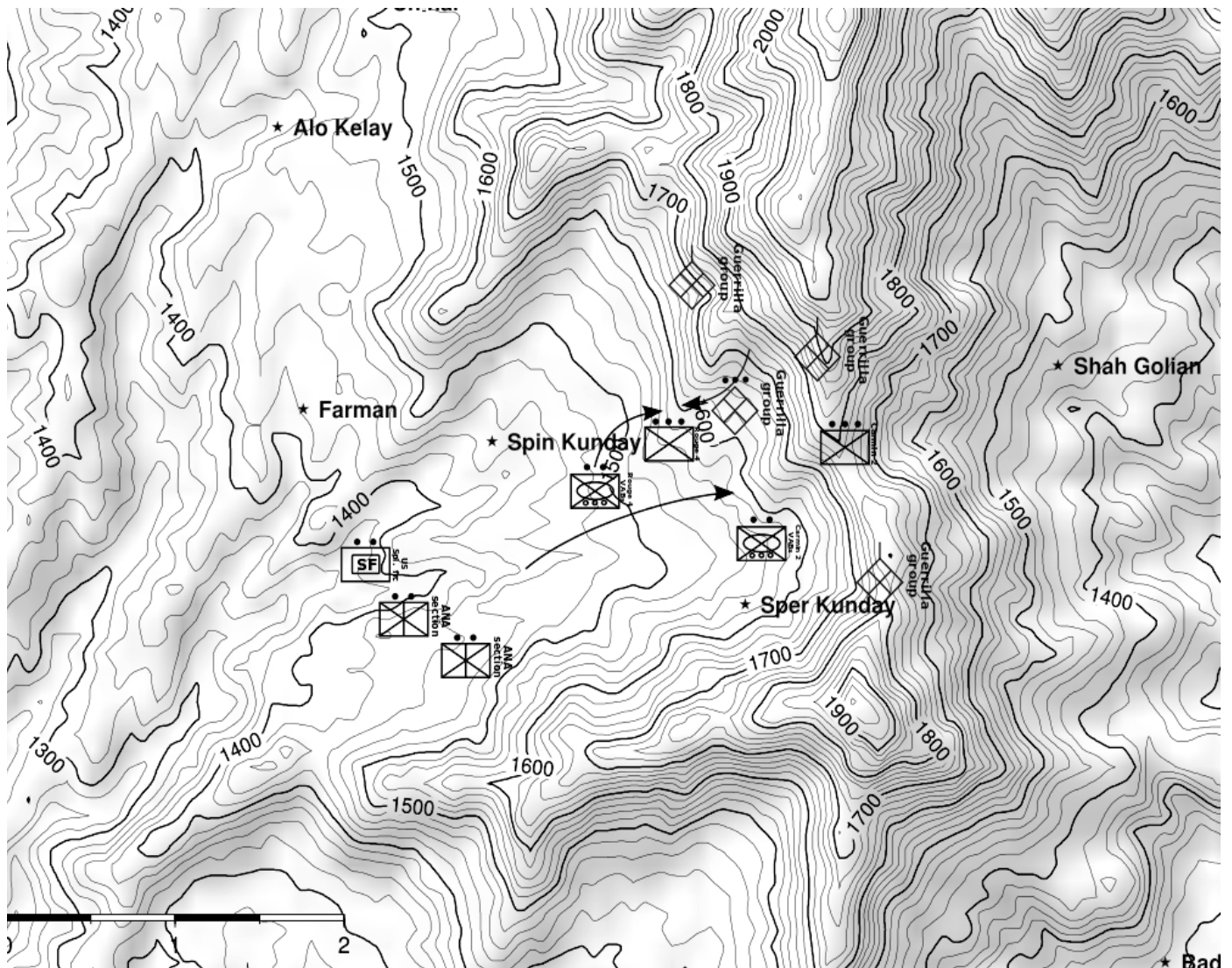


Manu militari ?

Pour un abordage iconoclaste de la question martiale





Texte paru en mars 2017 sur le blog ddt21.noblogs.org

Manu militari ?

Pour un abordage iconoclaste de la question martiale

*« Combien de ceux qui parlent avec tant
de désinvolture des barricades savent
comment en construire une, sans parler de savoir
comment faire repartir une mitrailleuse enrayée ? »*

George Orwell, 1940

*« Si tu trouves pas de boulot,
et ben tu feras comme tout le monde,
t'essayeras d'être gendarme »*

Didier Super, 2008

Nous sommes paraît-il « *en guerre* ». Dans ces rues de Paris où a résonné le tac-tac caractéristique de l'AK47, les militaires déambulent paisiblement. La guerre – civile, continentale ou mondiale – refait progressivement surface dans le champ des possibles des Européens. L'habitude en a été perdue, elle se retrouvera. Mais, pour ce qui est de comprendre ou d'analyser la période, les patrouilles de soldats ont un effet déformant ; elles font resurgir fantasmes, imprécations et caricatures datés : complot, kaki, contrôle, coup d'État, dictature, encasernement de la société, etc. La rhétorique de tract, comme celle des médias, est en ce domaine faite de clichés et de surenchère. Tout devient militarisme comme tout peut être fascisme. L'armée serait partout, mais reste un corps étrange et mal connu. Si elle n'est plus ce lieu de passage obligé pour des générations de jeunes hommes, elle n'est pas pour autant un corps isolé du reste de la société – elle en est un des reflets. La comprendre, ou du moins ne pas trop se méprendre à son sujet, ne nous paraît pas inutile, y compris pour penser la révolution.

Nos questionnements se concentreront sur celle que nous côtoyons quasi quotidiennement, l'armée française. Un cible de choix puisqu'elle passe pour être une des plus puissantes de la planète, et l'une des rares capable de projeter ses troupes à des milliers de kilomètres. Nous verrons qu'entre le discours et la réalité existent toutefois quelques nuances.

« Aaah... ça m'donne la nausée ! »

Avant l'uniforme, il y a les armes. Reste à savoir qui doit ou peut les porter, et selon quelles modalités : tout le monde ? Une minorité dont ce serait la spécialité ? La question remonte peut-être au néolithique. Quant à la critique de l'armée, elle est sans doute aussi ancienne que l'apparition de cette institution. Activité spécifique ou partie d'un tout, l'antimilitarisme n'est pas aussi lié à « la gauche » qu'on pourrait le croire. Dans les deux premiers tiers du XIX^{ème} ce sont les droites qui se montrent réticentes à toute *militarisation* de la société. « *En voulant que tous ceux qui en sont capables, ou du moins le plus grand nombre d'entre eux, partent sous les drapeaux pour la même durée, les gauches opposent l'esprit de défense nationale à l'esprit militaire, cher aux droites selon leurs adversaires. Ceux-ci en retour accusent les gauches de vouloir faire de l'armée un guide pour la société, à force de voir dans l'armée l'unique refuge du civisme et du dévouement. Et il est vrai que cette tentation existe chez certains et qu'à ce moment-là l'armée « arche sainte » qui sera un des fondements de la pensée maurrassienne est un idéal d'extrême gauche.* »¹ Le pacifiste Jaurès développe des positions de ce type dans son ouvrage *L'Armée nouvelle* (1910) : à l'esprit de caserne (lié à un service militaire de longue durée) il oppose une armée d'« *esprits associés* », c'est-à-dire de citoyens qui se regroupent en milices territoriales et combattent en tirailleurs. Ainsi la République éviterait-elle d'entretenir un corps séparé du reste de la société, et d'autant mieux préparé à la réprimer. Au XX^{ème} siècle, les diverses chapelles marxistes

s'intéressent beaucoup plus au contrôle populaire des armes, sinon de l'institution elle-même. Le service national est souvent perçu comme l'opportunité d'apprendre le maniement des armes et de mener une propagande subversive. L'antimilitarisme révolutionnaire de la seconde moitié du XX^{ème} siècle repose donc principalement, en France, sur le mouvement anarchiste, et sur des générations de militants concernés au premier chef puisqu'ils risquaient de passer, ou passaient, de longs mois sous les drapeaux². Contrairement à bien des organisations gauchistes, les anarchistes, grâce à leur uniformophobie tripale, n'ont pas sombré dans le soutien à des sauveurs suprêmes en kaki (comme le colonel parachutiste ex-putschiste Hugo Chavez), ou aux douteuses armées de libération nationale (à l'exception regrettable des militaires kurdes, souvent appréciées à l'extrême gauche). Mais, ce qui était une activité militante spécifique comme les autres, avec ses inévitables limites³, s'est trouvé bouleversé par la *suspension* du service militaire en 1997. Les publications spécialisées ont disparu (par exemple *Le Rire*), et les incontournables campagnes de soutien aux insoumis et réfractaires ont cessé... bien que les déserteurs, inévitables pendants des militaires, existent eux, toujours⁴. Celles contre Eurosatory ou d'autres salons de l'armement n'ont guère fait recette. L'antimilitarisme semble dès lors relever d'un folklore suranné, marronnier de novembre de la presse libertaire. Ce qui domine aujourd'hui dans les milieux radicaux, anars et autres, c'est un désintérêt largement partagé pour le sujet et, à la différence des générations précédentes, une profonde méconnaissance de celui-ci⁵. Lorsque l'actualité

1. Annie CRÉPIN, *Histoire de la conscription*, Gallimard, 2009, p. 17.

2. Dans les années 1963-1964, différents groupes d'extrême droite tels que *Europe-Action* et *Les Cahiers universitaires* appellent également à refuser la conscription, et demandent la fin du service national.

3. Lire par exemple Gilles DAUVÉ, « Sur l'antimilitarisme », postface de 1997 à la réédition d'une brochure de 1975, *Pour une critique de l'idéologie anti-militariste* (disponible sur archivesautonomies.org).

4. Ils sont chaque année autour de 2 000 à préférer, pour des raisons diverses, la fuite et l'illégalité à la poursuite de leur engagement. Les déserteurs les plus médiatisés sont ceux qui, à partir de 2014, ont choisi de rejoindre les rangs de l'État islamique.

5. Tout comme les anticléricaux des générations précédentes avaient une connaissance bien plus affinée des religions, en premier lieu du catholicisme ; ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

l'impose, on ne sait guère aujourd'hui comment aborder cette chose mystérieuse, devenue incompréhensible : la question militaire. La phraséologie d'antan est alors reprise, mais c'est d'autant moins aisé et efficace que les temps ont changé, avec eux *les guerres* comme *les armées*.

C'est un fait que les « vraies » guerres, celles qui voient s'affronter les armées régulières de nations aux intérêts opposés, sont devenues exceptionnelles, tout comme les invasions en bonne et due forme. La fin de la Guerre froide a tout chamboulé, provoquant un renouveau de l'ONU, et l'apparition du droit/devoir « d'ingérence ». La guerre est désormais faite d'« interventions » aux formes nouvelles et aux

tions extérieures » (opex), se déroulent généralement dans le cadre de coordinations internationales qui s'apparentent à des opérations de police. En cas de déploiement au sol, des rapports ambigus se tissent avec les populations locales, nécessitant une adaptation de l'armée aux techniques de « contrôle des foules » ; en opex, la France adjoint désormais une compagnie ayant reçu une formation semblable à celle des gardes mobiles. S'il doit y avoir combats, les « frappes » aériennes (bombardements), la haute technologie et l'emploi de discrètes forces spéciales y sont privilégiés.

Nous ne nous attarderons pas sur la fange pacifiste qui dénonce les guerres lorsqu'elles sont illégales (sans mandat de l'ONU) et les soutient quand elles propagent la paix (et inversement) ; mais la confusion touche également une extrême gauche souvent divisée sur la conduite à tenir : dénoncer ou pas telle ou telle intervention militaire ? Les tenants de la position orthodoxe, théorico-morale, présentent toute guerre comme une guerre capitaliste, ce qui est juste, mais ressentent le



justifications humanistes, humanitaires voire pacifistes : empêcher massacres et génocides, renverser un dictateur, maintenir ou restaurer la sécurité, aider un gouvernement à restaurer son autorité, suppléer à sa disparition, refouler des acteurs non-étatiques, etc.⁶ La France était dans les années 1990 le premier contributeur de troupes de l'ONU (c'est aujourd'hui le Pakistan). Ces « interventions », ou « opéra-

besoin d'en trouver une preuve économique sur la carte des ressources extractibles de la région concernée. Les autres soulignent la complexité de la situation, les intérêts divers et obscurs des intervenants, et le sort des populations en danger. Il faut sans doute remonter aux guerres du Golfe de 1991 et 2003 pour trouver des manifestations anti-guerre mobilisant au-delà des cercles militants. C'est qu'au-

6. Ces nouvelles appellations et formalisations ne sont valables que pour les armées occidentales et, éventuellement, leurs supplétifs. Les guerres que mène par exemple la Russie ne sauraient être officiellement et médiatiquement qualifiées de la sorte par les Occidentaux, puisqu'elles nuisent généralement à leurs intérêts : en 2016, la prise d'Alep et celle de Mossoul doivent être *traitées* différemment, même si les moyens militaires employés (et leurs effets) sont identiques.

jourd'hui, la guerre contre « le terrorisme » fait quasiment l'unanimité, parfois même dans les pays concernés, montrant ainsi les limites des slogans copiés-collés contre l'impérialisme ou le colonialisme : en 2013, l'opération Serval était soutenue par beaucoup de Maliens, y compris à Montreuil. Dénoncer l'inaction du gouvernement, lorsque les médias se focalisent sur l'un des nombreux massacres en cours dans le monde, revient au même. Les anarchistes n'y ont pas échappé à propos du Kosovo en 1999⁷ ou, plus récemment, de la guerre en Syrie : on a vu des organisations libertaires, plus habituées à dénoncer les menées impérialistes, réclamer des bombardements de l'OTAN au Moyen-Orient pour soutenir la population kurde.

L'armée française, comme ses homologues occidentales, a beaucoup changé depuis l'effondrement de l'URSS : professionnalisation, réduction des effectifs, nouveau look, indistinction apparente et croissante entre défenses extérieure et intérieure, apparition des sociétés militaires privées (SMP), etc. L'antimilitarisme d'antan n'est plus aussi aisé car l'armée prend désormais en compte l'impact d'internet et des médias sur l'opinion publique. L'image de la brute épaisse parachutiste au regard torve se fait rare : en 2013, la photo d'un militaire portant un foulard à tête-de-mort du jeu *Call of Duty* a provoqué un scandale et il a été sanctionné. L'encadrement de type occidental limite ainsi les « bavures » et les traite, si nécessaire, d'une manière qui aurait été inimaginable il y a trente ans : en 2007 à Paris, quatre officiers et sous-officiers français ont été jugés pour meurtre, après avoir exécuté le chef d'un groupe de coupeurs de routes lors de l'opération Licorne (Côte d'Ivoire, 2005). L'antimilitariste convaincu n'y voit souvent qu'un arbre cachant la forêt ; sa critique morale de l'armée et du soldat ne lui permet en effet pas

d'imaginer de différence de comportement entre deux militaires : l'entrée dans un village africain d'une compagnie du 3^{ème} RIMa de Vannes et celle d'un obscur groupe de miliciens à fond de khat et de whisky reviennent, pour lui, au même. On frôle le point d'honneur, car l'armée française en opex doit être à *l'image* de la bataille d'Alger, telle qu'il l' imagine mais, évidemment, en pire : tortures⁸, viols, meurtres (les trois ciblant en priorité les femmes et les enfants) et pillages. C'est le miroir inversé des médias selon lesquels l'armée française est parangon de vertu, et le missile *made in France* évite consciencieusement les civils, « *s'arrête au feu rouge et met son clignotant* » (Franquin). En fait, l'histoire et la littérature militaires le montrent abondamment, si s'en prendre aux civils peut être un choix stratégique, il est généralement très peu payant. En Afghanistan, lorsqu'il leur arrivait de sortir de leurs fortins pour s'aventurer dans un village voisin, les soldats français avaient pour principale activité de ne pas se faire tuer, de tenter de repérer l'ennemi, éventuellement d'essayer de l'éliminer et surtout de rentrer intacts au camp... ce qui n'est pas très simple si l'on passe son temps à violer et torturer – cela ne veut pas dire que les militaires français ou occidentaux sont des anges⁹. Avant tout ne pas mourir. Car notre époque connaît un nouveau rapport à la mort, devenue quasi inacceptable pour les Occidentaux, peut-être parce que « *plus on est civilisé, plus on est douillet* » (Régis Debray). Après l'embuscade d'Uzbin (Afghanistan, août 2008), où dix soldats français ont été tués, les familles de ces derniers ont porté plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui ». Les guerres doivent tendre vers le « zéro mort » et, contrairement à leurs homologues adverses ou aux non-combattants locaux, les militaires occidentaux meurent effectivement assez rarement¹⁰. La prétendue « guerre » avec l'État islamique (EI) n'a d'ailleurs entraîné pour la France que des pertes civiles.

7. Voir Claude GUILLON, *Dommages de guerre (Paris-Pristina-Belgrade-1999)*, L'Insomniaque, 2000, 128 p.

8. La torture (afin d'obtenir des informations) est devenue dans les pays occidentaux une activité confiée à des services de renseignements spécialisés, voire sous-traitée.

9. « En Centrafrique, les accusations de viols d'enfants se multiplient contre les soldats étrangers », *Le Monde*, 7 janvier 2016.

Rêve de putsch

N'en déplaise à certains, la vision d'une armée composée d'une horde de soldats avinés rêvant de dictature est pour le moins dépassée. Et si l'armée reste un lieu de refuge des traditions nationalistes ou patriotiques (intimement liées à celles de l'église catholique¹¹), aux valeurs a priori non démocratiques, notamment dans le corps des officiers, elle n'en a pas moins pour vocation de servir et d'obéir à l'État. Depuis le XIX^{ème} siècle, l'armée française s'est « civilisée » et, à partir des années 1970, s'est « banalisée » : la professionnalisation et l'augmentation tendancielle du niveau d'études ont transformé les codes, l'exercice de l'autorité et les modèles, rapprochant l'armée d'une grande organisation bureaucratique, et faisant pour de bon du militaire un fonctionnaire.

Si le coup d'État est un mode de transfert du pouvoir exécutif particulièrement fréquent dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle (souvent comme phase transitoire, exceptionnelle), il a, dans le même temps, tendance à se raréfier en Europe. La dernière tentative putsch, jugée pitoyable par les experts, a lieu en février 1981 en Espagne. Pour la France, si l'on croise une tentative en avril 1961 à d'Alger, il faut remonter à 1958 pour trouver une réussite : la fondation de la V^{ème} République par le général de Gaulle. Et si la révolution des Œillets¹² a donné des sueurs froides à quelques réactionnaires français, certains socialistes, à la veille d'arriver au pouvoir en 1981, avaient en tête la chute d'Allende en 1973 ; finalement tout s'est bien passé, et la gauche a logiquement pu compter sur l'armée pour mener ses guerres.

Le mot « putsch » refait étrangement surface en 2013, lorsque journalistes et militants anti-

fascistes signalent la présence d'un ex-général et du frère d'un autre général parmi les cadres de la Manif pour tous, et la forte proportion d'enfants de militaires parmi les manifestants interpellés. Surfant sur l'exaspération des militaires devant les baisses de budgets et d'effectifs et des dysfonctionnements administratifs récurrents (versement de la solde), quelques militants d'extrême droite (membres de la revue anarcho-royaliste *Le Lys Noir* ou du groupe La Dissidence dont l'un des slogans est « *Vivement le putsch !* ») tentent un coup médiatique. Ils s'appuient sur l'existence traditionnelle d'une forte proportion de catholiques parmi les officiers, et sur la grogne que, par le passé, des officiers ont exprimée dans des lettres collectives anonymes. Or, ce qui chez une certaine extrême droite relève de la posture rhétorique et romantique rejoint le classique fantasme d'extrême gauche du lien entre armée, extrême droite et religion. Cela fera un peu de bruit. Il est vrai que de loin tout se ressemble ; mais les militants d'extrême droite préfèrent souvent la figure du « guerrier » à celle du soldat-fonctionnaire, et leurs critiques à l'égard de la Grande Muette sont généralement sévères, en particulier à l'égard des officiers qu'ils jugent préoccupés avant tout de leur avancement et gangrenés par le « droit-de-l'hommeisme » ou la franc-maçonnerie.

Depuis, le spectre du putschiste a fait irruption à plusieurs reprises dans les médias, toujours à cause de généraux. On en voit partout, et ce n'est pas étonnant : la France en compte plus de 6 000, mais « seulement » 500 d'active, les autres sont de « 2^{ème} section », sorte de pré-retraite durant laquelle ils restent à la disposition du ministre de la Défense. Combien sont-ils à faire parler d'eux ? Une infime minorité. En février 2016, la participation de Christian

10. Durant la Première Guerre mondiale l'armée française comptait en moyenne 900 tués par jour ; 9,6 tués par jour durant la guerre d'Algérie. Une étude a montré qu'en 2009 la mortalité dans l'armée était plus faible que dans le civil ! J.-Y. NAU, « Vous ne voulez pas mourir trop tôt ? Engagez-vous dans l'armée ! », *Slate.fr*, 29 novembre 2009.

11. Si la place de la religion dans l'armée peut étonner, en particulier la présence d'aumôniers, c'est parce qu'en tant que corps fermé, comme les hôpitaux et les prisons, elle déroge en partie à la loi de 1905.

12. La révolution des Œillets d'avril 1974 est un putsch « de gauche » mené par un groupe d'officiers portugais ; bénéficiant d'un important soutien populaire, elle met à bas la dictature salazariste.

Piquemal, général de la Légion étrangère, à une manifestation interdite contre les migrants et l'« islamisation de l'Europe » provoque des frissons (même s'il a fait sa carrière d'État-major sous des gouvernements de gauche) ; mais suite à son arrestation, il ne reçoit le soutien que d'une poignée d'officiers. Un rapide mea-culpa ne lui évite pas les sanctions disciplinaires. Malgré le petit écho qu'ils susciteraient dans les casernes¹³, les généraux proches de l'extrême droite sont une minorité dans la minorité, dénonçant dans un quasi-désert le chaos qui menace et le totalitarisme républicain. En réalité, la masse des officiers fait profil bas et peine à se mobiliser pour défendre des intérêts corporatistes, ne serait-ce que pour assurer le versement régulier des soldes : les plus téméraires menacent parfois de démissionner, et le chef d'état-major des armées en est réduit à publier une tribune dans la presse pour demander une hausse de son budget, ce qui est presque perçu comme de l'insubordination¹⁴. On imagine donc mal des officiers, n'osant déjà pas protester, se risquer à désobéir. Le renseignement militaire les surveille néanmoins et ouvre une enquête à chaque incident, et les sanctions disciplinaires pour non-respect du devoir de réserve ne manquent pas. Et lorsque des généraux profitent de l'écho médiatique que provoquent de telles sanctions, ce n'est pas pour remettre en cause la République mais pour, *via* des livres, prendre leur part au débat public « démocratique »¹⁵. Certes, d'après des sondages, les Français souhaitent l'arrivée au pouvoir d'un homme à poigne. Ils seraient même 15 % à rêver d'un régime militaire. On notera surtout qu'aujourd'hui les sondeurs posent ce type de question... Le très timide retour sur la scène médiatique d'acteurs issus des forces armées est surtout le signe du discrédit du personnel politique existant, l'armée étant la dernière institution en laquelle la

population semble encore avoir (massivement) confiance. Mais qu'un officier tente aujourd'hui de jouer un rôle politique providentiel est improbable. Le dernier cas approchant est peut-être celui du général Philippe Morillon, commandant des forces armées de l'ONU en Bosnie-Herzégovine de septembre 1992 à juillet 1993. Sa médiatisation extrême, sa popularité et son indéniabile charisme l'avaient propulsé... député européen proche de François Bayrou de 1999 à 2009. Mais l'Histoire est inventive et, dans le futur, si les temps se troublent encore, on ne sait quel rôle l'armée pourrait être amenée à jouer dans la société. En attendant, depuis trente ans, ce sont de très civils gouvernements, très démocratiques, de droite ou de gauche, qui additionnent lois et mesures sécuritaires et liberticides.

Bonne à tout faire ?

On n'éliminera pas l'une sans l'autre. L'armée est un des éléments constitutifs de l'État depuis ses origines, et demeure encore aujourd'hui, pour lui, un signe et un instrument de stabilité et de souveraineté (il faut vivre en Europe pour ne pas le voir). Un État dépourvu d'armée en est réduit à confier sa défense à d'autres, et se rabaisse au rang de protectorat. Le rôle d'une armée est en premier lieu celui de défendre l'intégrité territoriale, d'assurer le fonctionnement et l'indépendance de l'État et d'être prête, pour cela, à faire la guerre aux frontières ou à l'extérieur. Il s'agit évidemment de préserver les intérêts économiques du pays, en particulier ses zones sensibles et vulnérables comme l'outre-mer (que l'on pense à la guerre des Malouines), son domaine maritime (celui de la France étant le deuxième au monde) mais aussi le libre usage des mers. L'armée intervient également à l'étranger pour défendre des positions et des marchés :

13. Hervé LIFFRAN, « Des généraux se rêvent en sauveurs suprêmes », *Le Canard enchaîné*, 17 février 2016.

14. Pierre de VILLIERS, « Le prix de la paix, c'est l'effort de guerre », *Les Échos*, 20 décembre 2016.

15. Par exemple les généraux Vincent DESPORTES (*La Dernière bataille de France*, Gallimard, 2015, 208 p.) et Bertrand SOUBELET (*Tout ce qu'il ne faut pas dire*, Plon, 2016, 256 p.).

on sait par exemple que l'opération Serval au Mali en 2013 avait *aussi* pour objectif de sécuriser la production d'uranium du Niger voisin. L'intervention peut être beaucoup plus ponctuelle et ciblée, par exemple le déploiement par l'Italie à partir de l'été 2016 de 450 soldats au Kurdistan irakien afin d'assurer la protection d'un important barrage sur le Tigre, au nord de Mossoul : tâche qu'auraient pu effectuer les peshmergas... si ce n'était qu'une société italienne avait empoché un contrat de 2 milliards de dollars pour la remise en état de l'ouvrage¹⁶.

L'accaparement de ressources et la conquête de nouveaux marchés, ils ne sont plus vraiment d'actualité depuis la Seconde Guerre mondiale. Imposer le libéralisme et la démocratie à coup de bombardements donne certes un avantage à ses entreprises lorsqu'il s'agit de tout reconstruire (Serbie en 1999), mais la loi du marché est parfois injuste : à preuve les « déboires » des États-Unis en Irak après 2003, qui avaient paraît-il envahi ce pays pour s'emparer de son pétrole... en grande partie passé sous contrôle chinois depuis. *Idem* de l'invasion de l'Afghanistan en 2001, dont il était courant de dénoncer les *véritables* objectifs, c'est-à-dire les multiples projets de construction de pipelines qui devaient traverser le pays pour transporter le pétrole d'Asie centrale... Quinze ans et des milliards de dollars plus tard, les États-Unis se retirent péniblement de ce borbier sans que le moindre tronçon n'ait été ébauché, et sachant qu'ensuite régnera le chaos.

Le déploiement militaire extérieur peut aussi n'être qu'une affaire de gesticulations militaires sans impact opérationnel, ayant une fonction de politique intérieure (envoyer trois Rafales supplémentaires au Proche-Orient après un attentat montrera que l'on fait « quelque chose ») ou diplomatique et symbolique (la

participation danoise à la coalition anti-Daech). Les interventions militaires sont aussi l'occasion de tester du matériel en conditions réelles ou, pour l'industrie d'armement, de faire sa publicité (en Syrie la Russie déploie tout son catalogue avec réussite, tandis que l'Allemagne s'inquiète pour sa réputation lorsque s'accumulent les carcasses de chars Léopard servis par les Turcs).

Sur le sol national, l'armée, qui dispose sur tout le territoire d'importantes capacités opérationnelles, de matériel, de personnels, de ressources autonomes et d'expérience, est à même d'intervenir en cas de catastrophe naturelle ou technologique. C'est l'une de ses tâches. Et après une inondation ou un incendie grave, la présence de soldats est généralement appréciée de la population et excellente pour leur image. Mais l'armée doit aussi être disponible en cas d'événements d'une autre ampleur comme une « *pandémie massive à forte létalité* » (*Livre Blanc*, 2008) ou un accident nucléaire majeur afin de permettre aux autorités de continuer à fonctionner. Outre ses capacités logistiques, ce qui compte ici ce sont ses capacités de contrôle et éventuellement de coercition : un déploiement militaire montre que l'État agit, et s'il ne maîtrise rien de la catastrophe en cours, du moins il rassure et contrôle (les deux allant de pair) la population et « sécurise » la zone, comme au Japon après Fukushima¹⁷.

Quant au maintien de l'ordre, s'il fait partie des tâches de l'armée jusqu'en 1914, il a par la suite été dévolu à des forces spécifiques : la gendarmerie mobile et les CRS. Depuis, ce n'est que très exceptionnellement que l'armée apporte son soutien (avant tout technique) à la répression des mouvements sociaux. Tâches militaires et de police sont bien différenciées, et ce n'est donc que très paradoxalement que l'armée est amenée à épauler la police (Vigipirate et l'état d'urgence).

16. « Destination Mossoul pour la Folgore », *Raids*, n° 357, février 2016, p. 14.

17. Suite au séisme, au tsunami et à l'accident nucléaire de mars 2011, l'armée japonaise mobilise en 72 h environ 100 000 soldats (40 % de ses effectifs) pour la gestion des populations déplacées (plus de 500 000 habitants), du ravitaillement (eau, nourriture) et des décombres (où se trouvent plus de 18 000 cadavres). Il s'agit de la plus grosse opération militaire du Japon depuis 1945. Qu'on se rassure, ou pas, l'armée française serait incapable d'un tel déploiement. Voir : « Rapport de retour d'expérience « Forces terrestres » : Gestion de la crise post tsunami par les forces d'autodéfense japonaises », *Cahier du Retex*, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, octobre 2012.

L'idée qu'elle pourrait tout bonnement se substituer à cette dernière est assez improbable. Depuis les émeutes de 2005, la question de l'utilisation de militaires revient ainsi régulièrement concernant le « rétablissement de l'ordre » dans « les banlieues » (quelques politiciens comme Ségolène Royal ou la sénatrice de Marseille Samia Ghali réclament son intervention) mais, outre les nombreux obstacles légaux, les experts restent dubitatifs quant à son efficacité, concluant généralement que l'armée n'est vraiment pas faite pour cela. Pour qu'elle le devienne, il faudrait d'importants ajustements juridiques et techniques qui ne sont pas pour l'instant à l'ordre du jour. Si, à l'heure actuelle, l'armée était déployée pour réprimer une révolte prolétarienne du type de 2005, cela montrerait la détermination des émeutiers, mais *pas forcément* celle de l'État, peut-être davantage sa faiblesse ou la dégradation de son appareil de maintien de l'ordre¹⁸. Autre chose est le rôle que serait amené à jouer l'armée lors d'un processus insurrectionnel ou révolutionnaire : nous y reviendrons.

Armée, nation, démocratie

C'est à la Renaissance que la guerre, en tant qu'activité spécifique d'une caste, se trouve bouleversée en raison des innovations techniques et de l'évolution de l'art militaire : l'équivalence des hommes au combat s'oppose à l'inégalité statutaire réglant les hiérarchies sociales. En ce sens la Révolution française est une rupture avec la trifonctionnalité dumézilienne (prêtre, guerrier, paysan), significative du changement de régime. Alors que les Constituants de 1789 voulaient une armée de métier, les Jacobins décrètent en 1793 la « Nation en armes » comme mesure exceptionnelle ; en 1796 tout citoyen valide est *considéré* comme soldat et peut éventuellement

être mobilisé. Alors que l'Ancien Régime faisait largement appel à de très coûteux mercenaires étrangers, la démocratie moderne instaure un nouveau rapport entre l'État et le citoyen qui défend directement sa patrie, lien formalisé par le service militaire (obligatoire et universel en 1905). Un rapport similaire existait déjà en Grèce antique (propriétaires = citoyens = soldats, mais à l'époque chacun finançait son barda). Certains trouvent risible l'idée que se font beaucoup d'Américains du lien symbolique entre la liberté et le droit de porter/posséder une arme. Mais il ne s'agit pas d'élucubrations de *redneck* (on retrouve encore aujourd'hui cette idée en Suisse) : le « vrai » citoyen est un homme libre, le contraire d'un esclave. Disposant d'une arme, il assure lui-même sa défense et, patriarcat oblige, celle de sa famille ; il ne la confie pas à l'État et son corps de professionnels de la guerre. Le lien entre liberté et armement est de fait gravé dans l'histoire des peuples et des classes depuis Spartacus ; il n'est pas réservé à l'imagerie d'extrême droite¹⁹. Durant la Seconde Guerre mondiale, George Orwell écrit des pages qui nous paraissent surprenantes, sur le socialisme, la démocratie et cette *Home Guard*²⁰ qui existe parce que « *les hommes se sentent libres* » : « *Les États totalitaires peuvent faire de grandes choses, mais il y a une chose qu'ils ne peuvent pas faire : ils ne peuvent pas donner un fusil à l'ouvrier d'usine et lui dire de le rapporter chez lui pour le mettre dans sa chambre à coucher. Ce fusil accroché au mur de l'appartement de l'ouvrier ou dans la maison du paysan est le symbole de la démocratie. Notre tâche est de vérifier qu'il est toujours là.* »²¹ Historiquement, la question de la possession ou du port des armes a été d'importance. Elle se pose classiquement lorsqu'un gouvernement est en danger : armer ou pas « le peuple » ? En 1789 comme en 1871, la détention des armes est

18. Joel COSSARDEAUX, « Sécurité : le très coûteux «sur-emploi» des forces mobiles », *Les Échos*, 8 février 2017.

19. Le symbole de la liberté (guidant le peuple) est, pour presque toutes les propagandes du monde, une femme portant flingue et treillis. On la retrouve aussi dans beaucoup de journaux et sites anarchistes et d'extrême gauche.

20. Formation paramilitaire britannique complémentaire à l'armée de terre créée en 1940 afin de protéger le territoire national contre un éventuel débarquement allemand. Basée sur le volontariat, la *Home Guard* compta jusqu'à un million et demi de membres.

21. George ORWELL, « Ne laissez pas le colonel Blimp diriger la *Home Guard* », 1941.

un enjeu social et politique, qui s'incarne dans la Garde nationale : généralement constituée de mobilisés payant eux-mêmes équipement, arme et uniforme, elle est souvent l'équivalent d'une milice bourgeoise garante de l'ordre public.

Si l'on considère la conscription comme une contrepartie du droit de vote, les dernières années du XX^{ème} siècle ont signifié la fin du libre citoyen-soldat, et les défauts de plus en plus criants de la démocratie sont alors moins choquants qu'il n'y paraît. De quoi pourraient se plaindre les *électeurs* dès lors qu'on leur assure la possibilité de profiter de leur mode de vie en toute insouciance, dès lors que l'impôt du temps ou du sang leur est épargné car leur défense se trouve confiée à un groupe de professionnels ? Une autre préoccupation se fait alors jour : veiller à ce que ce groupe ne se transforme pas en une caste trop séparée du reste de la population (en terme de mode de vie, de valeurs, etc.) ou à ce qu'il ne soit pas perçu comme telle. C'est ce qu'on appelait autrefois maintenir le « *lien armée-nation* », devenu aujourd'hui « *lien armées-société* »²². Les campagnes de recrutement ou de propagande sont l'occasion d'entretenir ce lien, jusque sur les tables de bistrot, par ailleurs promues lieux de résistance : « *Je veux aller de l'avant pour que la liberté ne recule jamais* », « *Je veux repousser mes limites au-delà des frontières* » ou « *Je veux être le nouveau souffle après la tempête* » (beau comme du Lola Lafon) ou « *Je porte l'uniforme d'une vie pas uniforme* ». On est tout de même loin de formules telles que « *Pour la défense de l'Empire* » de 1938 ou « *Parachutistes coloniaux. Ma fortune, la gloire. Mon domaine, la bagarre* » des années 1950. Et de fait, bien que le service national ne soit plus là pour maintenir un lien physique entre la population et l'armée, celle-ci reste, à en croire les sondages, l'un des derniers corps dans lequel les Français ont encore confiance et dont la cote de popularité ne cesse de grimper depuis 1997²³.

Dans nos milieux, ce n'est pas le cas. Les militaires sont le plus souvent perçus comme des brutes fascistes, assoiffées de sang, comme le prouveraient l'existence de l'adjudant Kronenbourg²⁴ et leur propension au vote FN (qui progresse très fortement ces dernières années). On comprend dès lors assez mal que des jeunes prolos s'engagent, peut-être victimes d'affiches de propagande auxquelles il faudrait/suffirait de répondre par des affiches révolutionnaires. On s'engage pourtant très peu par patriotisme ou « pour se battre » (sauf exceptions ponctuelles et passagères, par exemple les jours suivant un attentat). Même s'il est vrai que les valeurs de l'armée, celles qu'elle met en avant, celles que possèdent ou rencontrent les candidats, sont en décalage avec le reste de la société (virilisme, honneur, sacrifice, discipline, etc.). Militaire est devenu un métier comme un autre, certes assez sportif, mais peu lié dans les mentalités à la guerre et à la mort. D'où parfois des surprises lors d'une première opex, car la guerre est assez différente d'un jeu vidéo : monotone, fatigante, désagréable et parfois même dangereuse (si le soldat français meurt peu, il n'échappe pas aux blessures, ni à la fréquentation des cadavres). Les recruteurs ont ainsi intérêt à choisir des personnes motivées et compétentes, mais à éviter les têtes brûlées. Même si l'armée a connu des mutations depuis 1981 et 1991, son fonctionnement hiérarchique et son héritage traditionaliste persistent, et s'accommodent finalement assez bien avec l'idéologie républicaine. Les officiers qui se veulent défenseurs de valeurs, de traditions et d'une vision de l'armée garante de l'unité du pays par-delà les changements de gouvernement ou de régime (en particulier le maintien d'une « France catholique » contre une « république laïque ») deviennent une espèce rare. Comme en géologie, ce conservatisme sert de

22. Barbara JANKOWSKI, « Les Relations armées-société en France », *Pouvoirs*, n° 125, 2008, p. 93-107.

23. Barbara JANKOWSKI, *op. cit.*

24. Personnage de militaire créé par le dessinateur Cabu, présent dans les pages d'*Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo* ou du *Canard Enchaîné*.

butte-témoin montrant le hiatus entre des traditions forgées au XIX^{ème} siècle et l'évolution contemporaine. Plus rares sont les cas inverses comme celui de l'amiral Antoine Sanguinetti (1917-2004) qui, une fois à la retraite, milita à la LDH, au Mouvement de la paix, à Ras l'front, et pour les sans-papiers.

Mis à part les officiers, les effectifs de l'armée française, avec un recrutement d'environ 15 000 à 20 000 personnes par an, semblent assez représentatifs de la jeunesse française actuelle, avec néanmoins des variations en fonction de l'armée (terre, mer ou air). Les militaires du rang sont des enfants d'ouvriers (35 %), surtout dans l'armée de terre et la gendarmerie, ou de cadres moyens et professions intermédiaires (26 %). Les enfants de familles de militaires se dirigent vers les carrières d'officiers ou de sous-officiers. Contrairement à une idée reçue, l'armée n'est pas l'issue de secours des chômeurs désespérés qui ne représentent, en 2010, que 15 % des engagés, tandis que ceux qui viennent de sortir du système éducatif sont 52 % et ceux qui quittent leur emploi pour devenir militaires 30 %²⁵. En ce qui concerne la « *diversité* », le ministère de la Défense s'attelle à faire de l'armée française l'une des institutions les plus en avance sur cette question et il met en œuvre des campagnes en ce sens. Elle peut ainsi se vanter d'être l'une des plus féminisées au monde, même si les femmes y sont encore très minoritaires et n'y représentent

que 15 % des effectifs. Elles montrent qu'elles peuvent, tout aussi bien que les hommes, participer à un art de la guerre qui a évolué ; quoique, bien sûr, se faire une place dans ce temple de la virilité et du machisme soit loin d'être aisé²⁶. Le racisme est une autre discrimination que l'imaginaire d'extrême gauche associe fréquemment aux militaires. Longtemps outil d'un brassage républicain, l'armée participait autrefois (avec l'instruction publique) à la fabrication de Français à partir d'Occitans ou de Bretons, brisant les identités pour, quoi qu'on en pense, en forger une autre. Elle comprend aujourd'hui beaucoup de jeunes issus de « minorités visibles », en particulier de l'immigration maghrébine, et probablement 15 à 20 % de « musulmans »²⁷ chez les militaires du rang et les sous-officiers²⁸. Tout n'est pas rose, personne ne le croirait, et s'il y a pas (ou peu) de discrimination à l'embauche (car elle est basée sur des tests physiques et psycho-techniques), on en trouve davantage dans la promotion interne malgré un dispositif de « *promotion différentielle* » (discrimination positive) ; la « diversité » est rare chez les officiers. Perçue comme méritocratique et génératrice de prestige, l'institution bénéficierait toutefois d'une image positive chez les jeunes prolétaires issus de l'immigration, bien évidemment idéalisée, mais très supérieure à celles de la police²⁹ et de l'Éducation nationale³⁰. Un recrutement qui, comme celui de personnels féminins, est une nécessité pour

25. Sur ces questions voir Elyamine SETTOUL, « Classes populaires et engagement militaire : des affinités électives aux stratégies d'insertion professionnelle », *Lien social et Politiques*, n° 74, automne 2015, p. 107.

26. Leila MIÑANO, Julia PASCUAL, *La Guerre invisible. Révélation sur les violences sexuelles dans l'armée française*, Les Arènes, 2014, 256 p.

27. En 2005, une aumônerie musulmane a été créée sur le modèle de celles déjà existantes dans l'armée. « L'attractivité des armées auprès des minorités ethniques en Europe : une comparaison Allemagne, France, Grande-Bretagne », Fiche de l'Irsem n° 2, 2010.

28. Présence « visible » par les attaques de Mohamed Merah de mars 2012 qui tue ou blesse trois soldats issus de l'immigration maghrébine (dont un de confession catholique) et un quatrième ultramarin. À propos de l'engagement des « *minorités ethniques* » au sein des forces armées françaises, Elyamine Settoul identifie de « *nombreux parallèles qui existent entre l'adhésion à une pratique religieuse radicale et l'enrôlement militaire. On retrouve, dans les deux cas, la quête d'une identité positive dans un univers social structurant. Les deux institutions ont la capacité de pallier les carences identitaires des individus en leur imposant un cadre normatif.* » Elyamine SETTOUL, « Présence musulmane croissante dans l'armée », *Le Monde*, 26 mars 2012.

29. Le ministère de l'Intérieur cherche pourtant à recruter parmi eux, mais parmi les policiers on ne trouverait que 10 % d'enfants d'immigrés et 9 % d'Antillais. Cécilia GABIZON, « Plus d'un policier sur dix est d'origine étrangère », *Le Figaro*, 10 février 2010.

l'armée car elle éprouve des difficultés à attirer les candidats (et il ne s'agit pas de chair à canon sacrificable à souhait comme en 1914-1918).

L'idée de remettre en vigueur un service national, qui n'a été que *suspendu*, refait parfois surface lors d'événements tragiques ou médiatiques (émeutes de 2005, attentats de 2015), non pour répondre à des questions de défense mais davantage pour encadrer une jeunesse que d'aucuns jugent en perdition et trop agitée. Pour ce qui est de la « *militarisation de la société* » à laquelle on assisterait avec la présence de patrouilles de soldats dans les gares, il est bon de rappeler que le service national faisait endosser l'uniforme à toute une classe d'âge : environ 300 000 jeunes hommes passaient chaque année sous les drapeaux. En ce temps-là, le militaire était présent au quotidien, partout, et même les auto-stoppeurs portaient majoritairement cheveux courts et treillis. En parcourant les journaux militants des années 1970 on se rend compte du gouffre qui nous sépare de cette époque où la « *militarisation de la société* » dénoncée avait une toute autre ampleur³¹. En réalité, on n'a peut-être jamais vu aussi peu de militaires dans les rues de France depuis l'Ancien Régime. La conscription était liée à un État-nation aujourd'hui dépourvu d'une partie de l'habillage idéologique qui faisait sa force. On imagine mal les contraintes matérielles, financières et le chamboulement intellectuel que nécessiterait le rétablissement d'un service militaire pour 750 000 jeunes hommes et femmes chaque année ! La société s'est en effet largement *adoucie* depuis 1962 (à l'inverse de la *brutalisation* décrite par George Mosse), largement démilitarisée, surtout depuis 1997³², beaucoup plus centrée sur les loisirs et l'hédonisme que sur la caserne.

Autrefois on ne devenait réellement *un homme* qu'une fois son service effectué, aujourd'hui c'est par l'obtention du permis, la possession d'une voiture et d'un salaire à claquer en boîte. Alors, mourir pour la France ? Pour ses valeurs ? Pour la démocratie ? Si en 1939 il n'allait déjà pas de soi de mourir pour Dantzig, ni en 1960 pour Bou Saâda, on imagine mal des jeunes Français accepter de mourir pour Tallinn ou Marioupol. Le problème est que ce « mode de vie » (et d'extraction de la plus-value) a un coût élevé et nécessite que, régulièrement, des guerres soient menées pour son compte ailleurs, sur des marches mouvantes et de moins en moins lointaines.

Au bord de la crise

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le budget de la Défense n'est pas un puits sans fond dérogeant aux règles du mode de production capitaliste. L'allocation de ces milliards très disputés n'est pas aisé, elle dépend aussi des projets et réalités politiques et géostratégiques, des nécessités du terrain et des pressions du complexe militaro-industriel français. Or, depuis l'effondrement de l'URSS et la fin du service militaire, le budget de la défense connaît une baisse constante, passant de 4 % du PIB dans les années 1970 à 1,77 % aujourd'hui³³. Les effectifs suivent le même chemin avec la suppression de dizaines de milliers de postes. En 2007, 437 000 personnes dépendaient du ministère de la Défense, dont 355 000 sous statut militaire ; le *Livre blanc* de 2008 envisage une série de réductions afin qu'en 2019 les effectifs ne dépassent pas 242 000 personnels, civils et militaires confondus. La loi de programmation militaire de 2015

30. Elyamine SETTOUL, « Classes populaires et engagement militaire : des affinités électives aux stratégies d'insertion professionnelle », *Lien social et Politiques*, n° 74, automne 2015, p. 95-112.

31. Par exemple les revues *L'Écho des Casernes* (1977-1978) ou *Rompons les rangs!* (1979-1980) disponibles sur archivesautonomies.org

32. En 1990-1991, les appelés du contingent ne participent pas à la première Guerre du Golfe, signe avant-coureur de la fin du service national.

33. « En euros constants, le ministère de la Défense a perdu 20 % de son budget en 25 ans », *Le Monde*, 29 avril 2015.

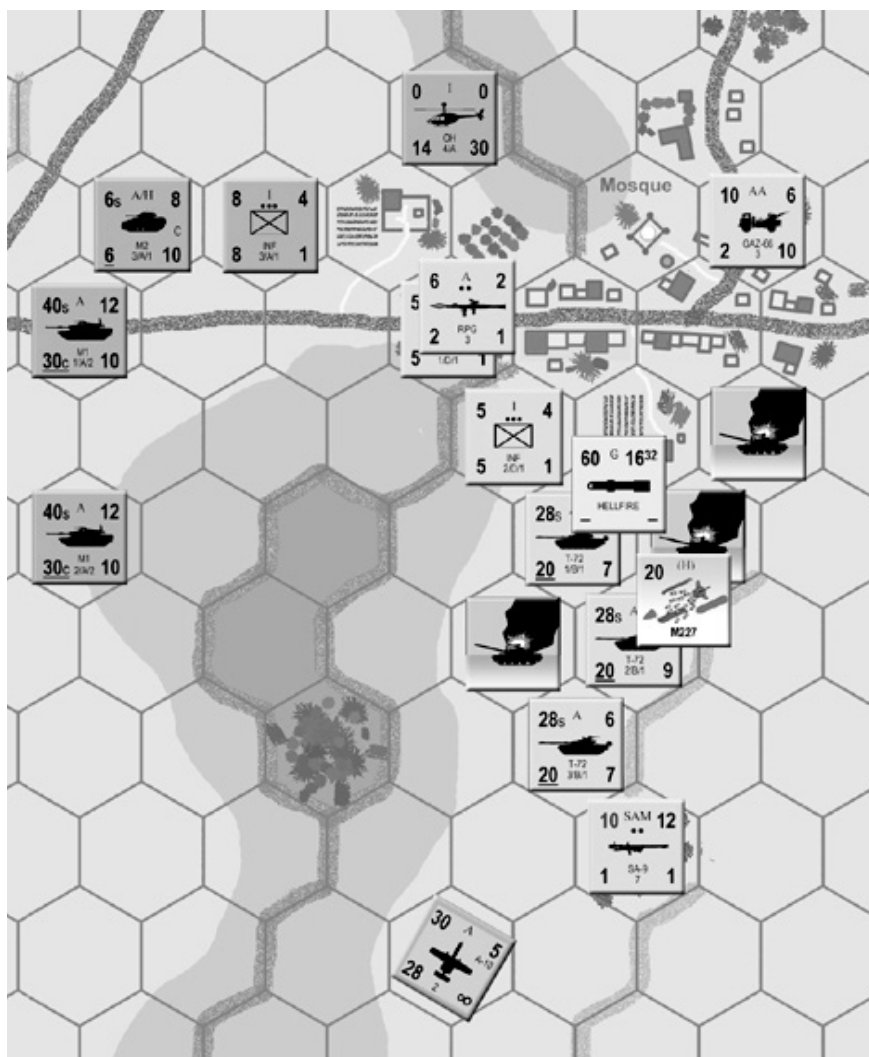
prévoit des rallonges budgétaires, pas tant pour atteindre l'objectif fixé par l'OTAN de 2 % du PIB que pour répondre aux nécessités (du fait des multiples et coûteuses opérations militaires dans lesquelles la France s'est engagée). L'« effet attentat » a surtout pour conséquence de ralentir la baisse des effectifs.

Outre ces chiffres globaux, cette diminution constante est aussi celle des personnels *réellement* disponibles. L'armée française, qui a péniblement mobilisé 4 500 soldats au Mali en 2013, serait aujourd'hui incapable de déployer sur un théâtre d'opération extérieur, comme elle l'a fait en 1990-1991 lors de la première guerre du Golfe, un effectif de 19 000 personnes et du matériel lourd. Selon certains militaires, si l'armée française de 2017 affrontait celle de 1987, elle serait battue. Même un budget de la défense en hausse ne signifie pas une augmentation des capacités, des

matériels, ni du nombre de militaires dans les rues. Pour les pays occidentaux, équipements et matériels coûtent en effet toujours plus cher à l'achat, à l'entretien et à l'utilisation : on peut détruire un hangar de l'EI à 250 km de distance avec un missile de croisière SCALP (850 000 € pièce sur catalogue), tiré depuis un Rafale (coût unitaire de production de plus de 70 M€)... à ce niveau, la conso de carburant (40 000 € l'heure de vol) et le salaire du pilote (2 000 à 3 000 €) sont peu de choses. La professionnalisation a privilégié la technologie, mise en œuvre par un petit nombre de régiments d'élite (infanterie de marine et parachutistes) et d'unités de forces spéciales. L'armée française est parfois présentée comme « *une armée d'échantillons* », car tout y est très beau et très efficace mais, au grand dam de l'industrie d'armement, tout s'y trouve en très petit nombre ; c'est oublier aussi un parc de matériel hors d'âge, encore indispensables mais particulièrement coûteux à entretenir. Ce

processus est à rapprocher de la tendance capitaliste à privilégier le capital fixe au capital variable. Face au militaire d'un pays en voie de développement, le militaire occidental ressemble au travailleur occidental : bien plus coûteux, très qualifié, il a une productivité largement supérieure (en termes d'ennemis tués ou de destructions) qui le rend capable de remporter toutes les batailles, mais pas forcément les guerres.

Il ne faut pas se laisser abuser par la propagande (celles du ministère de la Défense ou de certaines publications d'extrême gauche). Publier une carte du déploiement des forces françaises à travers le monde donne l'impression qu'elles sont partout, mais ne montre pas la crise que connaît cette institution ni le fait que les points sur le planisphère représentent des effec-



tifs souvent réduits et dispersés. Aujourd'hui, bien que principale puissance militaire en Europe après la Russie, et à quasi-égalité avec la Grande-Bretagne, l'armée française est dans un état de décomposition qui ne lui permet de mener que de modestes opérations (faire la chasse à des bandes de rebelles en pick-up en Afrique subsaharienne). Opérations devenues presque irréalisables sans l'appui, et donc sans l'accord, de partenaires européens et surtout des États-Unis (en 2011 ils l'ont donné pour la guerre contre la Libye, mais l'ont refusé en 2013 pour celle contre la Syrie). Tout comme a pu l'être l'armée britannique après avoir été sur-utilisée en Irak et en Afghanistan, l'armée française est donc aujourd'hui au bord du *burn out*. Outre qu'elle serait aujourd'hui dans l'incapacité technique de défendre le territoire national contre une attaque conventionnelle³⁴, ce sont aussi ses capacités « projetables » (expéditionnaires) qui commencent à lui faire défaut. Elle est de plus en plus considérée comme un *pool* de forces supplétives à disposition de l'armée américaine, formalisé par le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009. L'externalisation (privatisation) croissante de secteurs de l'armée *via* des entreprises « de soutien », « de consultance » ou « de logistique » (en fait, des SMP), loin d'y remédier, accompagne ce processus³⁵, bien qu'en termes de libéralisation la France soit ici aussi en retard par rapport aux Anglo-Saxons. C'est cette « crise de l'État régalien » et ce désengagement de l'État que dénonce le général Vincent Desportes dans *La Dernière bataille de France*, livre qui a connu un certain écho médiatique en 2015. Seule une hausse très importante du budget de la défense, à l'heure actuelle impossible, permettrait de renverser cette tendance. L'armée française n'ayant jamais été autant sollicitée sur d'aussi nombreux théâtres d'opération cette situation paradoxale ne pourra pas durer.

Le retour de la guerre

La guerre est de retour, et il ne s'agit pas (seulement) de la nouvelle vague d'attentats qui touche la France depuis 2015. Sauf à sombrer dans le conspirationnisme, l'État est bien confronté à un nouveau type de menace terroriste auquel il doit répondre, car il tient sa légitimité de sa capacité à permettre aux habitants du pays, et en premier lieu à ses *citoyens*, de travailler et consommer, donc au capital de s'accumuler. La France est un espace de péréquation du capital où les mécanismes complexes qui assurent une forte extraction de plus-value sont incompatibles avec la multiplication d'attentats. Même s'ils peuvent, parfois, avoir des effets politiques opportuns, les rues de Paris ne peuvent ressembler à celles de Bagdad. Les nouvelles tactiques terroristes (type fusillades du 13 novembre) ne menaçant ni l'intégrité du territoire, ni la souveraineté du pays, ni même la continuité de l'exercice de l'État, elles ne nécessitent qu'une adaptation du dispositif sécuritaire : il s'agit d'une question de police, non de défense. Si l'armée peut éventuellement y apporter son concours ponctuel, ce n'est pas sa fonction : terrorisme et guerre sont des réalités différentes.

Tout comme la guerre et la paix. On peut démontrer le contraire dans un texte, mais ceux qui vivent concrètement le passage de l'une à l'autre voient bien la différence. L'horizon de la guerre semblait disparu pour les Occidentaux avec la chute du mur de Berlin. Ne subsistaient que de lointaines et exotiques opérations internationales visant à instaurer la démocratie par ci par là. La guerre avait été oubliée, la voilà qui se rappelle au souvenir des Européens : des guerres civiles, asymétriques et « terroristes » qui se multiplient (Afghanistan, Irak, Syrie, Mali, Libye et demain peut-être la Tunisie et l'Algérie) ; mais aussi, aux portes de l'Europe,

34. Le scénario n'est pas d'actualité, mais cette faiblesse est théoriquement compensée par la force de frappe nucléaire.

35. François LE GALLIC, *Du mercenariat aux Entreprises de Services de Sécurité et de Défense : la question de l'externalisation dans les forces armées françaises*, Mémoire École de l'air - Sciences Po Aix, 2013, 151 p.

des conflits classiques ou « *hybrides* »³⁶ (tensions entre l'OTAN et la Russie en Ukraine, aux pays baltes et en Scandinavie) ; guerres qui se profilent au loin (mer de Chine et peut-être demain Océan Arctique) ; esquisses d'alliances internationales (autour des États-Unis, de la Russie et/ou de la Chine). Même l'hypothèse d'une Troisième Guerre mondiale se trouve ravivée³⁷. Plus habituées à des opérations humanitairо-policіères, et considérant la force comme un instrument diplomatique illégitime, la France et l'Europe sont déçontenancées devant une Russie qui manie le rapport de force et use de l'outil militaire... comme d'un outil. L'Europe de la défense est une chimère rendue jusqu'ici inutile par le parapluie de l'OTAN, organisation aujourd'hui financée à 75 % par les États-Unis (contre 50 % durant la Guerre froide). Qu'en sera-t-il demain ? D'un côté, Donald Trump a annoncé vouloir s'en désengager si les États européens n'y augmentent pas leur participation, de l'autre, il semble souhaiter une désescalade avec la Russie, continuité de la stratégie dite « *de pivot* » que Barack Obama avait amorcée (rééquilibrage des États-Unis vers la zone Asie-Pacifique). Sans protecteur, l'Union européenne pourrait se retrouver bien seule – et le *Brexit* complique la situation³⁸. Mais le cauchemar des uns est souvent le rêve des autres ; bien des militaires européens espèrent pouvoir tirer les marrons du feu en termes de budget. Car si la course à l'armement bat son plein à travers la planète, et en particulier sur le continent asiatique, les dépenses militaires des pays européens ne repartent que timidement à la hausse depuis 2014. Si leurs relations avec la Russie ne s'améliorent pas, ils devront procéder à une importante restructuration de leurs forces

armées – car les pays membres de l'OTAN, qui comptent en théorie plus de 3,5 millions de soldats, peinent en réalité à lui opposer une maigre Force de réaction rapide de 13 000 soldats. La réduction drastique des effectifs et la focalisation sur le couple haute-technologie/forces spéciales ayant montré leurs limites, certains envisagent un retour partiel du service national (la Norvège l'a étendu aux femmes en 2016 et la Suède a prévu son rétablissement pour 2018). Il ne s'agit pas d'une question idéologique ou politique, mais de la résolution de problèmes matériels engendrés par les innovations techniques et tactiques. Les guerres des quinze dernières années, en particulier au Moyen-Orient, ont en effet montré le retour de l'infanterie comme force centrale, qu'elle soit « lourde » (dans les ruines des grandes cités) ou « légère » (dans les campagnes où butinent les pick-up Toyota et leur bitube de 23 mm). Un autre souci des états-majors est la remise en cause de la supériorité technologique des armées occidentales qui leur permet depuis vingt-cinq ans de gagner toutes les batailles : diffusion à moindre coût de certaines technologies (informatiques, télécommunications, drones, contre-mesures électroniques, appareils de vision nocturne, etc.) ; développement (et vente) par des pays comme la Russie ou la Chine de nouvelles générations de matériels fragilisant la supériorité aérienne (systèmes antiaériens) ou navale (missiles anti-navires voire anti-porte-avions). La fin des rapports de force établis est peut-être annoncée ; les conserver en l'état coûtera très cher aux Occidentaux. Les prochaines guerres ne seront pas menées, comme certains l'ont cru, de très loin, par des tirs de missiles de croisière, des drones

36. Les « guerres hybrides » mêlent simultanément « *un mixte d'armes conventionnelles, de tactiques irrégulières, de terrorisme et de comportements criminels dans l'espace de bataille* ». Joseph HENROTIN, « Opérations hybrides. Qu'attendre de l'adversaire probable ? », *Défense & Sécurité Internationale*, HS n° 48, juin-juillet 2016, p. 24.

37. Mais qu'on se rassure, elle pourrait ne pas être nucléaire. L'un des premiers objectifs des États en conflit serait la destruction des satellites ennemis (Chine et États-Unis s'y entraînent déjà), ce qui provoquerait par extension (avec l'accumulation de débris en orbites) celle de tous les satellites et le retour des pays occidentaux au mieux au niveau technologique des années 1950. Voir Christopher COCKER, *Future War*, Oxford, Polity Press, 2015, 244 p.

38. La réalité pourrait rattraper l'anticipation de la série norvégienne *Occupied* (Erik Skjoldbjærg et Karianne LUND, Jo NESBØ, dix épisodes, 2015).

et des forces spéciales. Des robots y participeront, mais ces guerres ne seront ni propres ni virtuelles et nécessiteront des fantassins sur le terrain. Les Européens, qui avaient cru pouvoir supprimer complètement le facteur humain dans la destruction, vont devoir s'y réadapter. « *On ne valorise pas le capital sans travail. On ne fait pas la guerre sans soldats.* »³⁹.

Sentinelle et Garde nationale

L'uniforme fait parfois tourner la tête. La coupe n'est pas en cause, mais la fonction. Autour du noir FAMAS d'étranges sentiments semblent se mêler, répulsion/attirance, répugnance/fascination. Période exaltante. S'ils sont Vichy, nous sommes pirates ; s'ils sont les nazis, nous sommes les résistants. Simple et rassurant⁴⁰.

C'est dans l'urgence, en janvier 2015, qu'a été lancée l'opération Sentinelle : le déploiement de 10 000 soldats pour des gardes statiques et des patrouilles dans les lieux publics. Cela correspond au nombre minimum de personnels qui doivent être tenus disponibles sur le territoire métropolitain, tel que le prévoit le *Livre blanc* de 2008. C'est en fait matériellement intenable pour l'armée ; l'effectif doit redescendre dès avril à 7 000. Posture avant tout, car les moyens d'action légaux des militaires sont inférieurs à ceux des policiers : un groupe de huit soldats présent à proximité du Bataclan le 13 novembre 2015 va rester inactif toute la nuit, faute d'ordres adéquats. Sentinelle, sans efficacité dans la lutte contre le terrorisme, a seulement contribué à faire baisser la délinquance de rue dans certains quartiers (au pied de la Tour Eiffel par exemple), ce qu'avait déjà montré un plan Vigipirate en place depuis 1995. S'il s'agissait *réellement* de réprimer davantage la population,

le statut juridique ou l'équipement de ce type de patrouilles – pas du tout adaptés – auraient pu, en vingt ans, être améliorée. Ce n'est pas le cas. C'est qu'on a bien affaire à des *vigiles*, dont le rôle de surveillance a peu à voir avec le métier de militaire ; dans la même période la police, en particulier ses unités primo-intervenantes, « militarise » une partie de son équipement (c'est-à-dire que sa puissance de feu et ses protections sont augmentées).

Un autre fantasme est de croire que derrière ces patrouilles de rues se cache la volonté étatique de préparer psychologiquement la population à la présence de l'armée, première étape supposée à l'instauration d'un régime militaire autoritaire (le capital qui ne souhaite pas nous brusquer prend son temps). Militaires et spécialistes de défense craignent plutôt de voir ainsi se banaliser son emploi. Car l'objectif n'est pas opérationnel, on l'a vu, mais politique et médiatique. Il s'agit d'une opération de communication intérieure dite de « *réassurance* », décidée par les politiques dans le but de tranquilliser la population et lui montrer que l'État est présent et actif (même si cela ne sert concrètement à rien). Le premier usage de l'armée à des fins anxio-lytiques remonte, semble-t-il, à 1986-1987⁴¹, et Sentinelle prend le relais du plan Vigipirate qui a vingt ans. Oui, nous avons bien écrit « *tranquilliser* »... car le dégoût (justifié) des radicaux pour l'uniforme les empêche souvent de percevoir que cette détestation est peu partagée et que la majorité de la population apprécie ce déploiement militaire dans les rues. « *Alors que le quotidien informationnel et cognitif des Français est envahi par les actions perpétrées par les djihadistes, il s'agit de rendre visibles la puissance et la permanence de l'outil de défense, à chaque coin de rue. Les civils peuvent ainsi avoir le sentiment que l'ennemi qui les menace est finale-*

39. Gilles DAUVÉ, Karl NÉSIC, *Demain, orage. Essai sur une crise qui vient*, 2007, 46 p.

40. En période de guerre, l'évidence n'est pas si fréquente, et la situation des révolutionnaires (y compris intellectuelle) est loin d'être simple et confortable. Sur la Seconde Guerre mondiale on lira avec profit *La Chevauchée anonyme* de Louis MERCIER-VEGA (Agone, 2006), et *Les Internationalistes du « troisième camp » pendant la Seconde Guerre mondiale* de Pierre LANNERET (Acratie, 1995).

41. Michel GOYA, « Les opérations militaires anxio-lytiques », *Défense & Sécurité Internationale*, n° 126, novembre-décembre 2016, p. 56-59.

ment beaucoup moins présent que l'ami qui les protège.»⁴² « Ami » et « ennemi » : nous savons ce qu'il y a de faux dans ces termes, mais ne nous méprenons pas : ce faux est un moment du vrai dans lequel vivent les « gens normaux ». Malgré son inefficacité, la présence militaire bénéficie d'un soutien populaire et, tout comme l'état d'urgence, il sera politiquement risqué pour un gouvernement d'y mettre un terme.

Le projet de création d'une Garde nationale, présenté en octobre 2016, va dans le même sens. Officiellement, elle sera « destinée à concourir, le cas échéant par la force des armes, à la défense de la patrie et à la sécurité de la population et du territoire ». On annonce un effectif éventuel de 63 000 personnels susceptible d'atteindre 85 000 en 2018. Mais il n'y a pas que les chiffres de créations de postes dans l'Éducation nationale qui sont bidonnés. La Garde nationale n'est que l'appellation ronflante d'une nouvelle construction administrative qui va regrouper les réserves opérationnelles déjà existantes de l'armée, de la police et de la gendarmerie – soit 53 000 réservistes pauvrement équipés et généralement mal entraînés faute de budget. Cela signifie donc que, au mieux ou au pire, ce sont 10 000 à 30 000 réservistes supplémentaires qui vont être recrutés (rappelons qu'il y avait en France en 1990 environ 3 millions de réservistes...). Avec une rallonge budgétaire *ad hoc* d'une trentaine de millions d'euros, on peut douter de ce que sera leur niveau d'entraînement. Mais l'objectif n'est pas d'en faire des guerriers⁴³, plutôt, occasionnellement, de les mobiliser en soutien aux unités existantes, notamment pour des opérations type Sentinelle qui en deviendraient moins coûteuses⁴⁴.

Ce modeste projet a surtout une visée politique et médiatique : répondre aux attentes de l'opinion, et montrer, là encore, que l'État prend des mesures énergiques et martiales (malgré des réalités budgétaires qui les limitent grandement). L'effet d'annonce fonctionne, rassure les uns et fait cauchemarder les autres. La création de cette garde nationale a entraîné des interprétations militantes extravagantes quant aux objectifs inavoués du gouvernement socialiste : par exemple pousser à la guerre civile en offrant des armes à tous les jeunes « fascistes » français, afin qu'ils donnent libre cours à leurs multiples phobies dans les rues ! Est-ce de l'auto-mystification ou de la simple rhétorique de bas tract ?⁴⁵

Enfin, notons que d'un certain point de vue, un antimilitariste pourrait même se réjouir de voir ainsi les militaires patrouiller dans les rues, car c'est un très bon moyen de réduire leur efficacité. Sentinelle entraîne en effet des complications pour l'armée en termes de gestion des effectifs et de disponibilité des unités et rompt les cycles de repos/formation/entraînement. Ce déploiement pourrait même entraîner une baisse de niveau d'un outil qui devrait, en théorie, être préservé comme *ultima ratio* (trop longtemps utilisée pour des opérations de maintien de l'ordre, l'infanterie israélienne a perdu ses savoir-faire et s'est ainsi trouvée en difficulté face au Hezbollah en 2006). Cela peut paraître étrange, mais, aujourd'hui, si les militants dénoncent une militarisation de la société, les officiers demandent, eux, une remilitarisation de l'armée.

42. Romain MIELCAREK, « Sentinelle une opération plus politique que stratégique ? », *Défense & Sécurité Internationale*, HS n° 49, août-septembre 2016, p. 44.

43. Le fait de confier des armes à des personnes si peu formées inquiète déjà certains militants ! Sans doute sont-ils d'accord avec les réflexions du Professeur Choron sur l'armée de métier (voir la filmographie).

44. À part le nom, la Garde nationale créée en 2016 a peu à voir avec la Garde nationale qui a participé à la Commune de Paris ou même avec la Garde nationale américaine dont les statuts et modalités d'engagements sont très différents.

45. Même si la Garde nationale peut être un lieu de rencontre, il est probable que certains services la voient d'un bon œil car elle permettra de repérer des jeunes gens très motivés qui brûlent « d'agir » suite aux attentats ayant débuté en 2015, et de canaliser leur énergie. De quoi notamment éviter – n'en déplaise aux conspirationnistes – quelques Anders Breivik.

La guerre civile ?

Jusqu'en 1914, c'est à l'armée que revient en France la charge du maintien de l'ordre, euphémisme pour répression des travailleurs. L'usage en est alors banal et massif : en mars 1906 à Courrières, 20 000 soldats sont présents contre 40 000 grévistes ; le 1^{er} mai, en prévision d'une grève générale, le ministère de l'Intérieur fait déployer 40 000 militaires dans Paris. Infanterie et cavalerie assurant leur tâche à coups de fusils Lebel, de baïonnettes ou de sabres, les grèves et manifestations ouvrières sont alors fréquemment meurtrières. Il faut attendre l'après-guerre pour que le maintien de l'ordre soit confié à des unités *ad hoc* dites de « deuxième catégorie » dont la caractéristique est d'agir avec une létalité très réduite (Gendarmerie mobile créée en 1921 et CRS en 1944). Tous les uniformes n'ont pas la même fonction. L'armée se voit attribuer le rôle de dernier rempart, sinon du gouvernement, du moins de la structure étatique et du mode de production ; il faut remonter à 1871 pour trouver un tel usage en France.

Le coup de force militaire est en général inutile car la démocratie prévoit toujours la possibilité de sa suspension temporaire. La Constitution de la V^{ème} République y est, on le sait, particulièrement adaptée (un « *coup d'État permanent* »), son article 16 (modifié en 2008) donnant au Président de la République la possibilité d'exercer les pleins pouvoirs. S'y ajoute *l'état de siège*, dispositif juridique au-delà de *l'état d'urgence*, qui confie directement à l'armée l'administration de la Justice ainsi que des pouvoirs de police étendus. La répression peut alors prendre une toute autre griffe, car l'imagination est au pouvoir. Cette possibilité a aussi un effet dissuasif. Si, lors des grèves générales de 1936 et 1968, l'emploi

de l'armée n'a été qu'envisagé, l'État a rappelé qu'il disposait de cet outil en procédant à des déplacements de troupes faussement discrets. Durant Mai 68, un plan, peu connu, avait été mis au point pour arrêter plus 50 000 militants d'extrême gauche à travers le pays et les rassembler dans des stades⁴⁶ ; il ne prévoyait toutefois pas d'utiliser la troupe, mais uniquement la police et des officines parallèles (dont le SAC). Dans la France de l'après-68 l'armée devait toujours prendre en compte la possibilité d'une invasion du territoire par les troupes du Pacte de Varsovie. Mais, dans un contexte international d'assauts prolétariens et d'agitation gauchiste croissante, l'État fut obligé de réajuster ses dispositifs pour permettre, *éventuellement*, de faire face à un soulèvement et de *rétablir* l'ordre (on ne retient néanmoins de cette période que l'amélioration des techniques de *maintien* de l'ordre). Concrètement, l'armée n'a pourtant servi qu'à limiter la portée de quelques grèves, comme celles de la RATP en 1971, des éboueurs et des PTT en 1974, à une époque où les appelés représentaient une importante main-d'œuvre disponible et sous-employée⁴⁷. Chômage, restructuration du capital et délocalisations ont fait le reste. La virulente dénonciation d'une armée de répression des travailleurs diminua avec la faillite de l'extrême gauche et l'arrivée au pouvoir des socialistes.

Dans les années 1990, alors que l'armée française voit ses effectifs décroître et qu'elle se concentre sur les opex, le leitmotiv antimilitariste réapparaît : les soldats se préparent à écraser les prolétaires dont les luttes ont repris en 1995. La preuve en serait, cette fois-ci, la modernisation de l'armée, sa professionnalisation, et l'entraînement au combat urbain. En 1992, l'État n'avait-il pas déjà « *envoyé des chars* » contre les routiers grévistes ?... en réalité il ne s'agissait que d'un *char de dépannage* utilisé

46. Avec des listes établies, comprenant parfois les noms de simples abonnés à des journaux militants. Sur ce sujet voir Alain DELALE, Gilles RAGACHE, *La France de 68*, Paris, Seuil, 1978, p. 132.

47. En 2010, lors de la grève des éboueurs de Marseille, le préfet invoqua un risque sanitaire et mobilisa 150 militaires de la Sécurité civile et quelques légionnaires pour ramasser les ordures dans la ville. Cette initiative fût peu appréciée des intéressés et provoqua une forte polémique ; il eut en outre un faible impact (il s'agissait de remplacer les 1 200 employés municipaux qui avaient cessé le travail depuis huit jours).

pour déplacer les camions formant un barrage routier, mais qu'importe. C'est l'impression qui importe. Il se trouve qu'elle est confirmée par les nouveaux modèles d'interventions militaires extérieures, de « *maintien de la paix* » ou d' « *interposition* », notamment par l'épisode du Kosovo en 1999. Les troupes qui y sont déployées (notamment françaises) se voient attribuer des tâches auxquelles elles ne sont pas préparées : le contrôle des foules et la répression des manifestations⁴⁸ ; un entraînement spécifique devient nécessaire⁴⁹. Mais, même si l'on peut tout rapporter au capitalisme et donc à la lutte des classes, l'armée n'a pas, on l'a vu, pour unique fonction de prendre d'assaut les usines en grève. Si c'était le cas, la hiérarchie militaire ne réclamerait pas par exemple, depuis des années, un deuxième porte-avion nucléaire⁵⁰. Mais il se trouve qu'avec l'urbanisation mondiale galopante, et la concentration de populations prolétariées suite à l'exode rural, les guerres se dérouleront de plus en plus souvent dans de vastes zones urbaines et au milieu de *non-combattants*. À l'époque où l'on s'entraînait pour des batailles de chars dans les plaines agricoles d'Europe, personne ne croyait que l'armée se préparait à mater une révolte paysanne⁵¹.

Si l'on ajoute à Sentinelle et à la création de la Garde nationale le fait que « *sécurité intérieure* » et défense sont mêlées dans le *Livre blanc* de 2008 et dans celui de 2013, cela devient évident pour certains : les militaires se préparent (à nouveau) à écraser la révolte des prolétaires. Il est certes réconfortant de trouver des gens sérieux qui croient en cette possibilité (la révolte), voire

à son imminence, et s'y préparent activement (des optimistes en quelque sorte), mais nous avons comme un doute. Si les plus abracadabrants de « nos » spécialistes voient dans les patrouilles de Sentinelle l'équivalent de la guerre contre la Commune de Paris, beaucoup d'autres croient que l'objectif d'un tel déploiement est d'effrayer le prolétariat et d'assurer sa soumission, ou encore que l'échec du mouvement contre la loi Travail, au printemps 2016 est dû à l'état d'urgence, aux assignations à résidence et à la présence de chasseurs alpins dans Paris... Nous ne sommes pourtant ni en Égypte ni au Bangladesh, et le capital dispose d'autres armes, particulièrement puissantes, pour mâter le prolétariat hexagonal, à commencer par le chômage et la démocratie. Pourtant, l'équipement de plus en plus lourd de certaines unités de police et le renforcement incessant des dispositifs sécuritaires ne prouvent-ils pas que l'État français craint le prolétariat ? Une classe de plus en plus dangereuse dont la pointe avancée serait constituée de révolutionnaires conscients (anarchistes, communistes et autonomes) ? La réponse n'est pas forcément dans la question. Les gouvernants sont conscients du niveau de souffrance sociale que provoque leur gestion, savent le rejet qu'ils suscitent, la fébrilité, la révolte épidermique qui gronde dans un prolétariat dont la propre survie est en jeu ; mais ils en constatent aussi le faible niveau de combativité collective. *Gouverner c'est prévoir* dit l'adage, prendre cela en compte, prévenir... tout en jonglant avec le budget disponible. Ce qui fait aujourd'hui la différence, c'est qu'en

48. Jean-Dominique MERCHET, « Contrôler la foule, un job de fantassins », *Libération*, 30 mars 2008.

49. Suite à des réflexions entamées lors des engagements français dans les Balkans, l'armée inaugure en 2006 à Sissonne (Aisne) une ville artificielle : le Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine. Pour le maintien de l'ordre la gendarmerie mobile dispose elle, depuis 1969, du Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint-Astier (Dordogne).

50. Il ne s'agit pas seulement de gourmandise. Ce type de bâtiment passant quasiment un an sur deux en maintenance, en posséder un couple, des *sister-ships*, permet d'en conserver toujours un en mer (c'était le cas jusque dans les années 1990 avec les porte-avions *Clemenceau* et *Foch*).

51. On remarquera que les engins modernes qui équipent actuellement l'armée française, le char Leclerc (programme lancé au début des années 1980) et le VBCI (programme lancé au début des années 1990), sont moins bien adaptés au combat urbain que ceux qu'ils ont remplacés (AMX-30 et AMX-10 P).

cas d'aggravation de la crise, le capital ne pourrait plus faire de concessions au prolétariat. L'idée que le niveau de combativité est corrélé à celui de la misère étant très partagée (mais pas vérifiée), l'État préfère conserver les dispositifs de soins palliatifs (quitte à assortir le RSA d'un « bénévolat obligatoire » ou à créer un revenu universel). Quant aux mouvements sociaux, ceux de 2010 et 2016 ont amplement montré qu'échecs et démobilisation pouvaient aller de pair avec des affrontements violents entre manifestants et flics. Il n'est donc pas étonnant que l'État empile les mesures de surveillance et de

nous est probablement pas destiné : adopté en mai 2015, il doit faciliter l'utilisation d'unités *sur le territoire national* pour des missions de *combat conventionnel*, c'est-à-dire des missions de guerre, non de maintien de l'ordre. Depuis la chute du mur de Berlin, c'est la première fois que l'armée recentre une partie de son attention et de son potentiel opérationnel sur la métropole. Spécialistes et militaires s'en félicitent, eux qui dénoncent le manque de vision stratégique des gouvernements, mais restent sceptiques quant à la matérialité du projet. Car ce bel organigramme – et les déclarations martiales axées sur



la « *lutte contre le terrorisme* » qui ont accompagné sa création – relèvent du ravalement de façade : on n'ouvrira pas de nouvelles casernes, peut-être quelques bureaux, on ne multipliera pas les uniformes, budget oblige. « Au contact » est juste une réorganisation administrative

contrôle social, et que le ministère de l'Intérieur se prépare à bien du travail pour les prochaines années. Mais chacun garde son rôle : les forces de deuxième catégorie s'entraînent au maintien de l'ordre⁵², et les militaires à la guerre.

Nos rêves ne sont pas forcément les cauchemars de l'État. Il les ignore. Il se prépare à autre chose, un chaos différent de celui auquel nous aspirons. Le nouveau modèle pour l'armée de terre, dit « Au contact », est un signe important mais il ne

tive en termes d'états-majors : c'est-à-dire que les unités existantes (les régiments) se trouvent réparties en de nouveaux ensembles (brigades ou divisions). Concrètement rien ne change, mais, théoriquement, un nouveau cadre d'intervention existe désormais ; reste à savoir si (et quand) des crédits y seront alloués pour qu'il monte en force. Ce modèle semble en premier lieu avoir été mis en place pour permettre une réponse, à court ou moyen terme, à d'éventuelles opérations « terroristes » qui, techniquement, s'apparen-

52. Bien que les gendarmes soient des militaires, ils sont placés depuis 2002 sous l'autorité du ministère de l'Intérieur ; les tâches sont donc clairement réparties.

teraient à des opérations de guerre (c'est-à-dire qu'elles auraient une ampleur supérieure à celles de novembre 2015 et que, matériellement, la police ne saurait y faire face). Il crée néanmoins un cadre et des outils pour le futur. Cela fait longtemps que commentateurs, pseudo et vrais experts du renseignement ou de défense, ont cessé de plancher sur la subversion « communiste » et la révolution (*comment l'imaginaient-ils?*). Du fantasme d'un embrasement généralisé des « banlieues » sur le modèle de 2005 (qui était une révolte prolétarienne), ils sont passés en quelques années à la crainte d'une situation de chaos qualifiée de « guerre civile » : c'est-à-dire des affrontements « inter-communautaires » armés, plus ou moins liés à une poussée islamiste, voire à de quasi-sécessions territoriales ; en ce cas, les forces de l'ordre auraient à affronter des personnes autrement motivées et équipées que ne le sont les émeutiers. D'où l'intérêt du modèle « Au contact ». Mais, entre business éditorial, fantasmes de l'extrême droite, propagande et manipulation⁵³, il est impossible de savoir où en est véritablement la recherche prospective sur cette question, quels sont les processus envisagés et les plans étudiés, d'autant que, pour des raisons politiques, aucun scénario de ce type n'a été présenté dans un *Livre blanc*. Pourtant, même si, comme le remarquent les optimistes, la population a su faire preuve de « résilience » et à résisté à la « spirale de la haine » après les attentats⁵⁴, le début de l'année 2015 peut être perçu comme un carrefour, dont une des routes aurait la guerre civile pour desti-

nation. La route n'est pas droite, peut s'avérer bien longue et, finalement, ne pas y aboutir – car elle en croise beaucoup d'autres – mais les habitants de l'Hexagone y sont probablement embarqués (quoi ils en pensent par ailleurs).

L'expression « guerre civile », dont le « spectre » a refait surface, recouvre des réalités et des définitions variées. Elle est en tout cas pour nous le contraire d'une révolution sociale qui elle, à court ou moyen termes, a peu de chance d'éclater en France : l'affrontement armé de fractions d'une population habitant un territoire donné, de communautés qui étaient ou semblaient inexistantes la veille, et des institutions et une armée *majoritairement* d'un côté. Le caractère prétendument « civilisé » et « douillet » des habitants d'un territoire, en l'occurrence de la France, ne les immunise pas contre le recours à la violence généralisée ; l'histoire enseigne que l'on réapprend assez vite la barbarie⁵⁵. Contrairement à un assaut prolétarien, et quels que soient les mots que les participants posent sur leurs actes, l'activité de guerre civile est une activité de guerre, elle ne remet pas en cause le fonctionnement et la reproduction du mode de production capitaliste, elle ne participe ni à son blocage ni à l'abolition des classes. Lorsqu'elle perturbe l'économie locale ou l'État, ce n'est qu'incidemment, parce que des institutions rivales (mais similaires) tentent de se mettre en place⁵⁶. Cela se produit car l'assaut prolétarien est impossible ou a échoué. Et si des pillages ou des affrontements avec la police peuvent avoir lieu dans les premiers temps d'une guerre civile,

53. La littérature de ce genre ne manque pas, par exemple le scénario catastrophe, à tous points de vue, de *Guérilla* de Laurent OBERSTONE (Ring, 2016) ; l'ouvrage d'Eric ZEMMOUR, *Un Quinquennat pour rien* (Albin Michel, 2016), qui a provoqué bien des polémiques, en particulier parce qu'il dévoilerait l'existence d'un « *plan secret* », l'opération Ronce, visant à prendre d'assaut les quartiers populaires ; ou, plus confidentiel mais professionnel, *Le Septième scénario* de STRATEDIPLO (auto-édition, 2015). À noter qu'en 2012 et 2013 la Suisse a organisé des manœuvres militaires se basant sur ce type de scénario (un chaos en France débordant de l'autre côté de la frontière).

54. La question était alors de savoir si des éléments d'extrême droite allaient, à ce moment-là, lancer des actions violentes (du type de celle qu'a connue le Québec en janvier 2017).

55. Voir l'exercice de politique-fiction de Jean ROLIN, *Les Événements* (POL, 2014), qui transpose en France et dans un futur proche son expérience de reporter de guerre dans l'ex-Yougoslavie des années 1990.

56. On se reportera à ce que nous avons pu écrire à propos de la guerre civile syrienne dans « Califat et Barbarie : en attendant Raqqa », et à Adam BACZKO, Gilles DORRONSORO, Arthur QUESNAY, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS éditions, 2016, 416 p.

ils ne suffisent pas à créer de nouveaux rapports sociaux. Ce n'est d'ailleurs pas parce qu'une émeute, un soulèvement ou une révolte ont un caractère « populaire » ou « prolétarien » qu'ils sont pour autant sympathiques et compatibles avec les thèses communistes, anarchistes ou féministes (voir les émeutes de Rostock de 1992).

Avec la crise et l'austérité qui ne peuvent que s'accroître, l'État a tout intérêt à ce que le prolétariat, déjà segmenté et divisé structurellement, le soient de plus en plus ouvertement du point de vue politique, culturel, ethnique, religieux ou identitaire et qu'il ne perçoive les questions sociales qu'au travers de ces prismes. Défaites ouvrières, chômage de masse et précarité croissante créent un terreau propice. Des processus sciemment entretenus et des logiques sociales profondes y font croître un sombre cocktail : crise et repli identitaires, racisme, rejet/instrumentalisation du communautarisme, rejet/instrumentalisation de la religion, et populisme.

Certains en rêvent, fantasment, beaucoup d'autres le redoutent : que des camps se formalisent réellement sur ces fractures puis s'affrontent : par exemple celui des prolétaires issus de l'immigration nord-africaine et subsaharienne, et celui des prolétaires non issus d'une immigration extra-européenne (les bourgeois se mettent, eux, rapidement à l'abri). Ce serait trop simple, car si un camp ne se forme jamais seul, une guerre civile dans un pays comme la France en compterait bien *plus de deux*. Et si, comme dans toute guerre, le prolétariat serait présent dans chaque camp, sous forme de chair à canon, ses intérêts ne seraient défendus dans aucun (il se trouvera néanmoins des militants pour nous expliquer le contraire). Un conflit de ce type serait pour le prolétariat l'occasion de renouer avec des années de Semaine sanglante, sans même entrevoir la Commune. Si à moyen terme la conflictualité de classe venait à augmenter jusqu'à devenir dangereuse pour la bourgeoisie, elle chercherait à attiser

les tensions entre prolétaires en appuyant sur les mécaniques à l'œuvre (le sombre cocktail) ; mais cela peut s'avérer particulièrement périlleux car il n'est pas aussi aisé de les maîtriser ou de les ralentir (Yougoslavie de 1991, Syrie de 2011). Et les étincelles ne sont pas forcément contrôlées. Il faut donc que le jeu en vaille la chandelle. Si toute guerre civile crée des profiteurs, difficile de dire pour qui elle serait vraiment rentable – mis à part les marchands d'armes internationaux, et les entreprises de travaux publics, le plus souvent étrangères, qui viennent ensuite reconstruire. Il est bon pour le capital que les prolétaires se détestent et se déchirent, pas qu'ils en arrivent à s'affronter les armes à la main. L'État français n'a pas *pour l'instant* besoin de cela pour défendre les intérêts capitalistes. Personne n'y a *aujourd'hui* intérêt.

...ou l'improbable ?

Quelle qu'en soit la raison, l'armée se prépare à la guerre, *hic et nunc*, et demain elle sera en face de nous. Elle se préparerait même trop. Pour certains, la puissance de feu et la supériorité technologique dont dispose aujourd'hui l'armée rendraient impossible un soulèvement prolétarien victorieux et caduque l'idée de révolution ; mieux vaudrait dès lors se consacrer à la réforme, améliorer le quotidien, etc. D'autres succombent à la mode intellectuelle qui consiste à *tout* analyser sous l'angle des *mal nommées* stratégies « contre-insurrectionnelles », cet ensemble de méthodes et techniques dont les officiers français se seraient fait une spécialité lors des guerres coloniales. L'armée française (quelles que soient les subtilités administratives) était alors une armée d'occupation et affrontait des mouvements populaires de résistance visant à une libération nationale. Faire face à une insurrection est différent : cela veut dire réprimer *sa propre* population, qui se soulève contre son propre gouvernement.

La nuance n'est pas sans importance⁵⁷. En ce domaine l'expérience militaire est plus maigre, et moins exotique, elle remonte à 1871. Malgré les longueurs d'avance dont disposeraient les officiers français, il s'agirait, pour les plus volontaristes, de les défier sur le terrain de l'organisation, de la ruse et de technique. Mais si « *l'insurrection est un art* », où des spécialistes peuvent rivaliser pour défendre ou prendre le pouvoir, la révolution n'en est pas une. Elle ne se *prépare* pas, et on ne met en place d'avance les moyens de contrer ce qui la menacera. Ceux qui le croient risquent, le jour venu, de trouver sur leur chemin un prolétariat n'ayant besoin ni de consignes, ni de brochures spécialisées⁵⁸ et prenant lui-même les choses en main. C'est dans tous ces cas confondre révolution et guerre, processus révolutionnaire (la communisation) et insurrection politico-militaire.

Il faut distinguer entre fantasme, réalité et prospective. La révolution ne sera certes pas un dîner de gala. Elle ne sera pas non plus un affrontement militaire, une série de victoires de l'armée des prolétaires (remettant au lendemain les transformations radicales de la société) sur celle des capitalistes : elle sera *dans les faits* l'abolition de l'État, de la valeur, du salariat, des classes (donc du prolétariat), des genres, etc., l'abolition des rapports sociaux existants et la création de nouveaux. Cela ne veut pas de dire pour autant que les affrontements armés, parfois lourds, seront absents de ce processus. Tant que fonctionne le système bancaire, flics et militaires, contrairement aux autres fonctionnaires, sont assurés de percevoir leurs salaires ; mais une révolution implique un état préalable et croissant

de décomposition institutionnelle et économique qui fragilise également l'outil militaire. Les capacités opérationnelles de celui-ci seront minées par l'activité de crise (électricité, communications, transports)⁵⁹, un facteur qui se couple avec le « *pouvoir égalisateur* » du



milieu urbain pour mettre à mal cette supériorité technologique qui rend les armées occidentales si performantes et si vulnérables. Quant à l'armée française, vu ses capacités, comment pourrait-elle aujourd'hui faire face à un soulèvement généralisé sans rapatrier d'urgence les troupes dispersées à travers le monde ? Même dans ce cas, elle ne disposerait évidemment pas du volume nécessaire pour « sécuriser » l'ensemble du territoire, ni même la majorité des

57. Sauf à considérer, comme le font une partie de l'extrême droite et une frange de l'extrême gauche, que les prolétaires de certains quartiers sont *par nature* des *étrangers* et que leur répression n'est que la poursuite de la guerre d'Algérie (d'où la nécessité politique de voir de la « militarisation » partout).

58. Pour ce qui est du passé récent, nous pensons à la brochure écrite en 1980 par le groupe First Of May de l'International Revolutionary Solidarity Movement : *Towards a citizens' militia: anarchist alternatives to NATO and the Warsaw pact*. L'existence de ce type de publication est rassurant d'un point de vue intellectuel ; mais si on imagine à combien d'exemplaires elle a pu être diffusée à cette époque, on se rend compte de l'impact concret qu'elle aurait pu avoir si les millions de soldats de l'OTAN et du Pacte de Varsovie s'étaient affrontés dans une Europe ravagée par les armes nucléaires ; c'est à dire aucun.

grandes villes (cela vaut aussi pour l'hypothèse « guerre civile »). Resterait alors la solution du déploiement de troupes de l'OTAN, qui ne serait envisageable que si le soulèvement prolétarien (et la situation de crise qui l'avait vu naître) était limité à un seul pays, donc déjà voué à l'échec.

Mais, outre les capacités, il y a la volonté. Celle des prolétaires en lutte, comme celle des défenseurs du système. Le militaire français n'est que rarement confronté à la guerre ; et, en opex, celle-ci consiste à s'ennuyer, à attendre ou à faire de la route, parfois à tirer sur un ennemi invisible et à tenter d'obtenir un appui aérien ou d'artillerie. Pour le dire crûment : patrouiller ou guerroyer dans une région perdue au bout du monde, et provoquer par erreur la mort de quelques paysans indigènes est une chose (cela n'apporte sans doute pas autant de gratifications que le croit un militant antimilitariste). Faire la même chose « chez soi » en est une autre, d'autant qu'on ne fait plus la guerre comme en 1944. On ne demande ni ne réalise aussi aisément un tir d'artillerie de 155 mn sur un hameau de Kâpîssâ que sur le centre-ville d'Angers ou de Montauban, surtout si la moitié de ses amis y habitent, si on y va au resto et ses enfants au lycée, etc.⁶⁰ Ce n'est pas pour rien que les CRS ne sont que rarement déployés près de leur lieu de casernement⁶¹. Il ne s'agit pas de croire que les militaires se rallieront en masse aux révolutionnaires et qu'en attendant il faudrait les ménager ; sauf à s'ériger d'ores et déjà en quartier général, il n'y a pas à prévoir de stratégie spécifique pour favoriser le ralliement des forces armées ; la situation objective

fera beaucoup plus. L'histoire montre d'ailleurs que les plus acharnés défenseurs d'un État ne sont pas tant les militaires que les policiers, qui ont plus à craindre de la vindicte des prolétaires. *Théoriquement*, le travail du militaire est de distinguer, y compris au sein de la population, combattants et non-combattants ; alors que la population est l'adversaire du policier, dont le métier consiste à la réprimer au quotidien⁶². Il faut toutefois reconnaître que les exemples de mutineries dans l'armée française sont rares et généralement modestes : tranchées en 1917, 58^{ème} RI à Tiraspol et marins de la mer Noire (1919), manifestations d'appelés et comités de soldats dans les années 1970. Le seul exemple de refus de participer à la répression en France remonte à la révolte des vignerons du Languedoc de 1907, lorsque les piou-pious du 17^{ème} RI de Narbonne refusèrent de tirer sur des manifestants, qui risquaient d'être des proches ou des parents. Des situations parfois extrêmes, mais toujours dans un monde fermement structuré, et où la hiérarchie a une forme et un sens. Dans une situation véritablement révolutionnaire, de décomposition de l'État, la question du *sens* de son action se posera également aux militaires : « *Qu'est-ce que je suis en train de défendre ? Pour quoi et pour qui suis-je en train de risquer ma vie ?* ». Les conflits asymétriques ont montré que la question n'est pas anecdotique car le type de « valeurs » que défend le combattant est un facteur important pour son moral. En février 1917, à Saint-Petersbourg, ce sont les cosaques, ces militaires d'élite particulièrement fiables et féroces, qui renoncèrent à réprimer les premières manifestations ouvrières.

59. Voir Bruno ASTARIAN, « Activité de crise et communisation », 2010.

60. Les militaires sont dans la ville, certes, mais leurs familles également. Mis à part les gendarmes qui vivent « *en enceinte militaire* » à 63 %, la plupart des militaires résident hors des casernes, dans leur département d'affectation avec leur famille, souvent à proximité géographique de leurs parents. Carine LE PAGE, Jérôme BENSOUSSAN, *Les Militaires et leur famille*, DRHMD, 2010, 172 p.

61. Une situation de type révolutionnaire limiterait de fait, techniquement, les possibilités de déplacements des unités sur le territoire. Nous pensons en particulier aux grèves dans l'énergie et les transports mais aussi aux pratiques de blocages et sabotages, y compris non violentes, dont est capable une population pour gêner le déplacement de convois militaires. Qu'on pense aux actions menées en Slovanie contre l'armée fédérale yougoslave durant l'été 1991.

62. Les militaires, qui prennent en moyenne leur retraite à 43,8 ans (en 2010), consacrent beaucoup moins de leur vie à leur métier que les policiers.

Ligne de mire

Destructions de l'armée, de l'État et du capital sont liées. L'institution militaire est un rouage essentiel de l'État dans un monde où règne le mode de production capitaliste ; elle n'existe pas hors sol, et même le budget destiné à la répression du prolétariat est soumis à des règles et subit les conséquences des politiques publiques libérales⁶³. Le discours antimilitariste, comme tout discours militant focalisé sur un domaine séparé, aboutit parfois à brouiller la compréhension du sujet. La question militaire est quasi exclusivement traitée de la sorte, sur un mode caricatural et souvent sans réel recul. Le sujet n'intéresse que les jours où communicants et journalistes officiels annoncent une hausse du budget de la Défense... laquelle confirme ce que l'on pense déjà. Preuves à l'appui, on dénonce cette militarisation grandissante de la société, matrice du totalitarisme... mais à quelle date ce processus a-t-il débuté ? 2015, 2012, 2001, 1995, 1981, 1945, 1940, 1871 ou 1792 ? On n'avait évidemment rien dit les années précédentes, lorsque budget et effectifs étaient à la baisse, car c'était sans intérêt et cadrerait assez mal avec l'idée qu'on se fait de l'État et de la société (à l'époque, les militants d'extrême droite dénonçaient eux l'antimilitarisme socialo-maçonnique de gouvernants quasi libertaires). Il s'agit de ne pas se tromper de combat pour des raisons morales ou instinctives et, encore moins, de succomber aux discours médiatiques que l'on rejette, d'autant que, on l'a vu, le principal usage de l'armée sur le territoire national est aujourd'hui d'ordre spectaculaire. On l'a compris, « militarisation » presque « totale » et toujours « croissante » de la société, et préparation « renforcée » de l'armée à la « contre-révolution » nous semblent à relativiser. S'il est évident que nous allons vers une société de contrôle généralisé et de limitation des libertés publiques, qui entraîne le déploie-

ment de dispositifs sécuritaires spécifiques, la lame est suffisamment profonde et coupante pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter pour la dénoncer et la combattre. Les effets de manche, de style et de com' ne rendent pas les tracts plus convaincants et n'apportent rien à la compréhension du sujet ou de la période. L'angle de vue « militaire » ne manque pourtant pas d'intérêt, de sujets d'observation et de questionnement : par exemple les tendances à la décomposition/recomposition de l'armée française, le développement d'autres instruments et modèles de défense, l'éventuelle mutation du rapport entre la société et ce corps de spécialistes, ou bien l'essor des SMP ; autant d'évolutions qui seront significatives. A suivre.

En cette période où les perspectives révolutionnaires semblent lointaines, et les prises sur la marche des événements absentes, l'agitation et la surenchère (politique ou intellectuelle) peuvent sembler une solution... ou une fuite. L'essentiel est de ne pas se perdre. Pour rester dans le ton, concluons par les sages paroles d'un célèbre militaire :

« Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien ;

c'est dans les occasions où tout est à craindre qu'il ne faut rien craindre ;

c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers qu'il n'en faut redouter aucun ;

c'est lorsqu'on est sans aucune ressource qu'il faut compter sur toutes ;

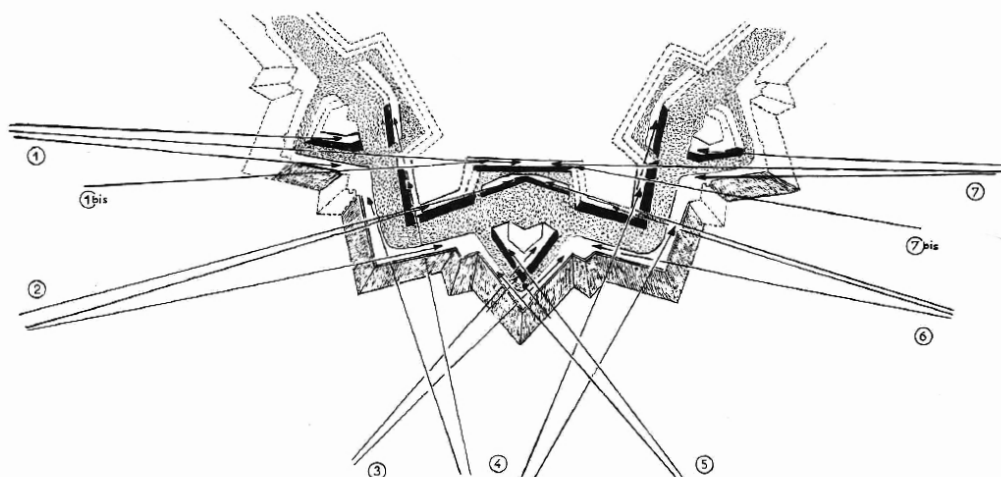
c'est lorsqu'on est surpris qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même. »

Tristan Leoni, février 2017

63. Depuis 2010, le budget de la défense grec a été relativement épargné par la politique de rigueur, mais il s'agissait aussi de préserver les entreprises européennes qui lui fournissent du matériel.

Filmographie

Connaissant la réticence de beaucoup de nos amis à ouvrir des livres traitant de la question militaire (dont les auteurs sont rarement des progressistes), nous conseillons plutôt le visionnage de quelques films abordant la question martial et qui compléteront opportunément les classiques bien connus de l'antimilitarisme :



Thomas CAILLEY, *Les Combattants*, 2014, 96 mn
(sur l'envie de s'engager dans l'armée aujourd'hui en France)

Pierre CARLES, Éric MARTIN, *Choron dernière*, 2009, 98 mn
(l'homosexualité durant la guerre d'Indochine et la question de l'armée de métier)

Clément COGITORE, *Ni le ciel ni la terre*, 2015, 100 mn
(soldats français et villageois afghans, entre métaphysique et fantastique)

Delphine COULIN et Muriel COULIN, *Voir du pays*, 2016, 102 mn
(dans le « sas » de Chypre, un groupe de soldats français de retour d'Afghanistan)

Clint EASTWOOD, *American Sniper*, 2015, 132 mn
(un tireur d'élite des *Navy SEALs* en Irak et son adaptation à la vie civile)

Tobias LINDHOLM, *A War*, 2015, 115 mn
(un officier face à la justice danoise après avoir causé la mort de civils afghans)

Janus METZ, *Armadillo*, 2010, 100 mn
(le quotidien d'une unité danoise en Afghanistan)

Ermanno OLMI, *Le Métier des armes*, 2001, 105 mn
(sur la révolution militaire au XVI^{ème} siècle en Italie)

Pierre SCHOENDOERFFER, *La 317^{ème} Section*, 1965, 94 mn
(la guerre d'Indochine, le « Mal jaune », fraternité virile au combat, etc.)

Ridley SCOTT, *La Chute du faucon noir*, 2001, 138 mn
(le combat asymétrique en Somalie en 1993)



*« Eux, ils faisaient la guerre
Sur cartes d'État-major,
Toi, tu buvais d'la bière
Pour supporter la mort... »*

Parabellum, Papa, 1986

*« Au lieu de fusiller femmes et enfants,
ses hommes le fusillèrent, lui. »*

Karl Marx, *La Guerre civile France*, 1871